



- MARCHÉ DE FOURNITURES-

FOURNITURE, INSTALLATION ET MAINTENANCE D'UN SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (SIRH) ET DES ACTIVITES DANS UN ENVIRONNEMENT DE SPECTACLE POUR LE THEATRE NATIONAL DE STRASBOURG

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Numéro du Marché :

M25_TnS_014

Date et heure limites de réception des offres :

Le 02 février 2026 à 12 heures 00, heure locale

Table des matières

| | | |
|------|--|----|
| 1. | Objet de la consultation..... | 4 |
| 2. | Durée du marché et modalités d'exécution..... | 4 |
| 3. | Documents contractuels..... | 5 |
| 4. | Modalités d'exécution du marché..... | 5 |
| 5.1 | Représentant du pouvoir adjudicateur..... | 6 |
| 5.2 | Représentant du Titulaire..... | 6 |
| 5.3 | Remplacement des intervenants..... | 6 |
| 5.4 | Émission et exécution des bons de commande..... | 6 |
| 5.5 | Exigences relatives aux prestations..... | 7 |
| 5. | Obligations du Titulaire..... | 7 |
| 6.1 | Résultat et conseil..... | 7 |
| 6.2 | Obligation d'information et responsabilité..... | 8 |
| 6.3 | Obligation de confidentialité..... | 8 |
| 6.4 | Droit de propriété..... | 8 |
| 6.5 | Protection des données personnelles..... | 9 |
| 6.6 | Responsable du traitement..... | 9 |
| 6.7 | Finalités et base légale..... | 10 |
| 6.8 | Données traitées..... | 10 |
| 6.9 | Durée de conservation..... | 10 |
| 6.10 | Mesures de sécurité..... | 10 |
| 6.11 | Engagement du responsable de traitement..... | 10 |
| 6.12 | Engagement du titulaire..... | 10 |
| 6.13 | Assistance au responsable de traitement..... | 11 |
| 6.14 | Sanctions..... | 11 |
| 6. | Responsabilité du Titulaire..... | 11 |
| 7. | Constatation de l'exécution des prestations..... | 12 |
| 9.1 | Contrôles préalables à l'admission..... | 12 |
| 9.2 | Admission des prestations..... | 12 |
| 9.3 | Réfaction..... | 12 |
| 8. | Garantie..... | 12 |
| 9. | Destruction des données..... | 13 |
| 10. | Pénalités..... | 13 |
| 11. | Régime financier..... | 14 |
| 11.1 | Forme et contenu des prix..... | 14 |
| 11.2 | Révision des prix..... | 14 |

| | | |
|------|--|----|
| 13.1 | Avances..... | 15 |
| 13.2 | Modalités financières..... | 15 |
| 12. | Dispositions diverses..... | 18 |
| 12.1 | Forme des notifications et des informations..... | 18 |
| 12.2 | Langue..... | 18 |
| 12.3 | Sous-traitance..... | 18 |
| 12.4 | Assurances..... | 19 |
| 12.5 | Résiliation..... | 19 |
| 12.6 | Exécution aux frais et risques du Titulaire..... | 20 |
| 13. | Sécurité informatique..... | 20 |
| 14. | Différends..... | 20 |

1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet l'acquisition, l'installation et la maintenance d'un logiciel pour système d'information des ressources humaines et de prestations associées. L'outil à mettre en place aura pour finalité de faciliter et d'améliorer le travail de gestion des ressources humaines, comprenant l'organisation du temps du travail, l'administration et de la planification des salariés, et la préparation des données de paie, par la mise en place d'un logiciel qui permet de gérer et d'automatiser les données afin d'améliorer la gestion des ressources humaines et la préparation de la paie.

La mise en place du SIRH vise à :

- Digitaliser et automatiser les processus RH, notamment l'administration du personnel, la préparation de la paie, le recrutement, la formation et la planification des activités ;
- Centraliser la gestion des données RH, pour un accès utilisateur simplifiée et ergonomique ;
- Améliorer la fiabilité des indicateurs RH, permettant une prise de décision plus éclairée et réactive ;
- Fluidifier la transmission des données au sein du service RH, pour une gestion collaborative et efficace des informations ;
- Réduire le temps consacré aux tâches à faible valeur ajoutée, permettant ainsi aux équipes de se concentrer sur des missions stratégiques ;
- Limiter les erreurs grâce à l'automatisation des processus et à la standardisation des opérations ;
- Optimiser la planification des collaborateurs, assurant une répartition efficace et dynamique des ressources sur les différentes activités, tout en mobilisant les renforts nécessaires.

La Présente consultation comporte des prestations de maintenance.

La description détaillée des prestations est définie dans le CCTP.

2. Durée du marché et modalités d'exécution

Le contrat est conclu à compter de sa notification. Le présent marché est conclu pour la période allant du 16 mars 2026 au 15 mars 2031. La durée est ferme pour 5 ans. Et renouvelable une fois un an. A l'issue des 6 années, le marché n'est pas reconductible.

Le TnS se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation.

La période de paramétrage et la formation des utilisateurs seront réalisées au cours du 2^e trimestre 2026 permettant une mise en service complète du logiciel au 1er septembre.

Les prestations considérées seront réalisées conformément aux stipulations du CCTP, ainsi qu'aux détails et engagements fournis dans le mémoire justificatif joint à l'offre du candidat. Tout manquement au respect du CCTP donnera lieu à l'application des pénalités définies dans le présent CCAP.

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire prévaloir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès du maître d'ouvrage.

Le présent marché comporte une obligation de moyen ainsi qu'une obligation de résultat. Il appartient donc au prestataire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer les prestations exigées dans les CCTP et CCAP.

L'engagement du Titulaire porte sur les performances des prestations réalisées et des fonctionnalités installées qui devront respecter le CCTP à minima.

3. Documents contractuels

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-TIC) approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique, les réponses aux questions et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de du marché.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur le présent marché.

Le CCAG-TIC étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent marché mais il peut être consulté sur le site Internet suivant :
<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000021158580/>

Toutes les pièces du marché sont établies en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seuls foi en cas de contestation.

4. Modalités d'exécution du marché

5.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le service de la commande publique du TnS est l'interlocuteur désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur. Il est chargé du suivi de l'exécution du marché.

Le service des ressources humaines assure quant à lui la mise en œuvre technique du projet.

L'administrateur, directeur délégué notifie toute modification de l'interlocuteur au Titulaire.

Le comité de pilotage sera ainsi composé de :

- L'administrateur directeur délégué du TnS
- La directrice des ressources humaines
- La directrice des affaires financières
- Le directeur technique et la directrice technique adjointe
- Les responsables RH
- Le responsable SI

5.2 Représentant du Titulaire

Le titulaire désigne dans son offre, le responsable du marché ou équivalent qui est chargé d'être l'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur pour toute question se rapportant au suivi de l'exécution du marché.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès des ordonnateurs, pour les besoins de l'exécution de leurs prestations.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, le TnS de toute modification d'interlocuteur désigné.

5.3 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

5.4 Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande, datés et numérotés, sont établis par la personne habilitée à passer la commande.

Ils sont établis sur la base du marché et pourront être notifiés pendant toute la durée de validité du marché.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- le nom et le numéro du marché
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande- les délais de livraison
- les lieux d'exécution des prestations
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, mais leur exécution doit être terminée au plus tard *6 mois* suivant la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

5.5 Exigences relatives aux prestations

Le Titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent marché.

5. Obligations du Titulaire

6.1 Résultat et conseil

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer une prestation conforme aux règles de la profession et aux prescriptions du CCTP.

En qualité de professionnel, il a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

6.2 Obligation d'information et responsabilité

Le titulaire est tenu de signaler à l'ordonnateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

De plus, il ne saurait prétendre s'en dégager au motif de la sous-traitance de la prestation par un ou d'autres exécutants.

6.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants.

L'ordonnateur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'interdit toute publication relative à la mission, quels qu'en soient le support et la destination, sans l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage. Il s'engage à faire respecter ces dispositions par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.4 Droit de propriété

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférent aux résultats permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Le Titulaire cède au maître d'ouvrage les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats pour le monde entier, de façon permanente, par tous moyens et sous toutes les formes.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison sous condition résolutoire de la réception des travaux.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de production et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats ainsi que le droit de distribuer les résultats à des fins commerciales pour les modes d'exploitation prévus dans les documents particuliers du marché.

6.5 Protection des données personnelles

Le présent marché est conforme aux dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « RGPD »), applicable depuis le 25 mai 2018, ainsi qu'à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « informatique et Libertés ».

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de vérifier, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers spécialisé mandaté par lui, le respect par le Titulaire de l'ensemble de ses obligations relatives à la protection des données à caractère personnel, telles que définies par le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD), la loi Informatique et Libertés modifiée, ainsi que par le présent marché.

L'audit porte exclusivement sur les opérations de traitement, les procédures, les mesures techniques et organisationnelles, et plus largement sur toute information relative à l'exécution du marché et nécessaire à la vérification du respect du RGPD.

L'audit peut être réalisé à tout moment, moyennant un préavis de 30 jours ouvrés. Le Titulaire s'engage à donner accès aux locaux, systèmes, documents et personnels concernés dans des conditions raisonnables, sans que cela ne porte atteinte au secret des affaires, auquel le Pouvoir Adjudicateur demeure tenu.

En cas de non-conformité, Pouvoir Adjudicateur pourra exiger un plan d'actions correctives sous un délai de 30 jours. À défaut de mise en conformité, les dispositions relatives aux pénalités et à la résiliation pour faute pourront être mises en œuvre.

6.6 Responsable du traitement

Lorsque les données à caractère personnel sont susceptibles d'être fournies par le TnS dans le cadre du marché, et quel qu'en soit le support, elles sont placées sous sa responsabilité en qualité de responsable de traitement. Le titulaire agit, quant à lui, exclusivement en qualité de sous-traitant au sens de l'article 4.8 du RGPD.

6.7 Finalités et base légale

Les traitements réalisés par le titulaire pour le compte du TnS portent notamment sur la mise à disposition d'un système d'information de gestion des ressources humaines, avec opération de reprise des données, de maintenance et d'hébergement.

Ces traitements reposent sur la base légale de l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie le TnS et/ou le respect d'obligations légales.

6.8 Données traitées

Les données à caractère personnel susceptibles d'être traitées comprennent :

- Données d'identification (coordonnées, adresse, Siret, etc.)
- Données bancaires (coordonnées bancaires, etc.)
- Données liées à la vie professionnelle (CV, diplômes, etc.)
- Données liées à la vie personnelle (situation de famille, nombre et identité des enfants, etc.)
- Données de santé strictement nécessaires
- Données de connexion et de localisation
- Autres données en lien avec l'exécution du marché

6.9 Durée de conservation

Les données sont conservées pour la durée strictement nécessaire à l'exécution du marché, puis archivées de manière sécurisée avec accès restreint, conformément aux délais légaux applicables.

6.10 Mesures de sécurité

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes concernées, le TnS met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer et démontrer la conformité au RGPD.

6.11 Engagement du responsable de traitement

Le TnS s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire
- Veiller au respect par le titulaire de ses obligations au titre du RGPD
- Superviser le traitement, y compris via audits et inspections
- Informer les personnes concernées de leurs droits au moment de la collecte

6.12 Engagement du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- N'agir que sur instruction documentée du TnS ;
- Ne prendre copie des données que pour les besoins du marché ;

- Ne pas héberger ou transférer de données en dehors de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, sauf accord préalable écrit du TnS et sous réserve des garanties prévues aux articles 44 et suivants du RGPD ;
- Garantir la confidentialité des données et s'assurer que son personnel autorisé est soumis à une obligation légale ou contractuelle de confidentialité ;
- Communiquer au TnS les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), le cas échéant ;
- Tenir un registre des catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte du TnS ;
- Restituer puis détruire de manière sécurisée toutes les données à l'issue du marché (sauf obligation légale de conservation) et fournir une attestation de destruction ;
- Appliquer les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Faciliter l'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, limitation, opposition, portabilité) ;
- Ne pas sous-traiter tout ou partie du traitement sans accord préalable écrit du TnS, et demeurer responsable en cas de sous-traitance autorisée.

6.13 Assistance au responsable de traitement

Le titulaire aide le TnS à respecter ses obligations, notamment en matière de :

- Mise en place de mesures de sécurité (article 32 du RGPD) ;
- Réponse aux demandes d'exercice des droits (toutes demandes reçues doivent être transmises immédiatement au DPO du TnS)
- Notification de toute violation de données personnelles au TnS, sans délai et par écrit, accompagnée de la documentation utile ;
- Réalisation d'analyses d'impact et consultations préalables auprès de la CNIL si nécessaire ;
- Information immédiate en cas d'instruction contraire au droit de l'Union ou au droit national.

6.14 Sanctions

Le TnS peut prononcer la résiliation immédiate du marché, dans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de manquement aux obligations précitées.

La responsabilité pénale du Titulaire peut également être engagée sur le fondement des articles 226-16 et suivants du Code pénal.

6. Responsabilité du Titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7. Constatation de l'exécution des prestations

9.1 Contrôles préalables à l'admission

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le Titulaire du marché a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ; a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

La date de départ des vérifications est la date de remise par le Titulaire du rapport d'étape à l'acheteur.

9.2 Admission des prestations

Conformément à l'article 34.1 du CCAG-TIC, l'acheteur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission.

Chaque phase du présent marché fera l'objet de vérifications distinctes.

L'admission des prestations ouvre droit au paiement pour solde des prestations réalisées.

9.3 Réfaction

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

8. Garantie

Conformément à l'article 36.1 du CCAG-TIC, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

9. Destruction des données

Conformément au CCAG-TIC, au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Un fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

10. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations pourrait donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités pourront être réclamés au titulaire par l'intermédiaire d'un titre de recette émis par le TnS après l'envoi d'une mise en demeure assortie d'un délai de réponse de 7 jours ouvrables.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, des pénalités journalières de retard sont prévues pour un montant de 150 euros / jour.

En raison de :

- La mise en œuvre tardive d'une mise à jour consécutive à une réforme réglementaire, réalisation après la date d'entrée en vigueur du texte ;
- La résolution tardive d'un problème technique bloquant la réalisation et le versement habituel des paies (traitement achevé au plus tard le 20 de chaque mois) ;
- La perte de données administratives contenues dans le logiciel ;
- Un retard dans la livraison opérationnelle du logiciel ;
- Non-réponse dans le délai indiqué dans l'offre du titulaire à une demande du TnS
- Non-respect du temps effectif de remise de service après une panne ;
- De manière générale, pour le non-respect des engagements du titulaire mentionnés dans le contrat.

La valeur ainsi fixée des pénalités s'applique hors TVA par décompte sur les factures.

11. Régime financier

11.1 Forme et contenu des prix

Le présent marché classique est conclu à prix unitaires et les prestations de maintenance à prix forfaitaire.

Le TnS assurera la rémunération du titulaire pour toutes les prestations définies dans le CCTP. Le marché est traité à prix unitaire et forfaitaires selon les prestations définies dans l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi commercial ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux objet du marché. À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la délivrance des rapports d'étape et autres documents

11.2 Révision des prix

Afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques, la rémunération du titulaire, est révisée à chaque reconduction du marché. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

11.2.1- Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

11.2.2 – Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi pour la révision des prix du marché est l'index Syntec qui mesure l'évolution du coût de la main d'œuvre essentiellement intellectuelle, pour des prestations fournies.

11.2.3 - Modalités de révision des prix

$$P1 = PO \times (0.150 + 0.850 \times S1)$$

So

Dans laquelle :

- P1 : prix révisé
- P0 : prix contractuel d'origine ou dernier prix révisé
- S0 : indice Syntec de référence retenu à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière révision
- S1 : dernier indice publié à la date de révision

Ces indices sont publiés sur le site de l'Insee.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, les calculs intermédiaires et finaux sont affectés avec, au maximum, quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi) par excès)

13.1 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance forfaitaire pourra être mandatée au titulaire, dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, dans le délai fixé au présent document.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles L.2191-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance forfaitaire versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique, le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100% du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas admise.

L'avance forfaitaire est remboursée par décompte sur les premières factures dues au titulaire.

13.2 Modalités financières

13.2.1 Répartitions des paiements - Échéancier

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article 114 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

Les paiements se font de la manière suivante :

- Pour les dépenses d'investissement :

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde. Les paiements d'acomptes interviennent aux dates suivantes :

- Après l'installation, le paramétrage et la reprise des données : 30 %
 - Après la formation de l'ensemble des utilisateurs : 20 %
 - Après le premier trimestre d'utilisation : 50 %
- Les dépenses d'investissement comprennent la fourniture du logiciel, sa livraison et mise en service et le coût de formation initiale des utilisateurs.

Pour les dépenses de fonctionnement (maintenance, hébergement, formation annuelle le cas échéant, etc.) : un paiement annuel.

13.2.2- Réexamen des prix et de la formule de variation.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule de variation demeure bien représentative des coûts réels, le niveau de la rémunération, d'une part, et la structure de la formule de variation d'autre part, pourront être soumis à réexamen sur l'initiative de l'une ou l'autre partie, dans les cas suivants :

- En cas de révision notable du périmètre de service ;
- En cas de modifications importantes de la consistance et des conditions d'exécution du service (modification des horaires, des itinéraires, etc.)
- Si l'application de la formule de variation fait apparaître une variation de plus de 30 % par rapport au prix initial ou à celui de la dernière révision ;
- Si le montant des impôts à la charge du titulaire, autres que ceux frappant les résultats de l'entreprise, varie de façon significative.

La procédure de révision n'entraînera pas d'interruption du jeu normal de la formule de variation des prix qui continuera à être appliquée jusqu'à l'achèvement de cette procédure.

Si dans les trois mois à compter de la demande de révision un accord entre les parties n'est pas intervenu, il sera procédé à cette révision par une commission composée de trois membres, dont l'un sera désigné par le TnS, l'autre par le titulaire et le troisième par les deux premiers.

Faute pour ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze jours, la désignation du troisième membre sera faite par le président du tribunal administratif de Strasbourg. Il en sera de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties à compter de l'expiration de la période des trois mois ci-dessus.

13.2.3 - Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.2.4 - Modalités de facturation

Les paiements des prestations afférentes aux marchés subséquents sont à la charge de chaque ordonnateur.

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'ordonnateur.

Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-TIC

Les prestations font l'objet d'une facturation et d'un paiement unique et spécifique à chaque bon de commande. Les factures sont adressées aux responsables des ordonnateurs, dont les coordonnées figurent aux marchés subséquents. Les marchés subséquents apportent les précisions utiles en la matière (adresses de facturation...).

Le règlement financier est subordonné à la production préalable d'une facture en un original, portant, outre les mentions légales précisées ci-dessous ;

Les factures doivent parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à leur réception, aux adresses indiquées dans les marchés subséquents ou de façon dématérialisée sur Chorus Pro.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

13.2.5 - Mentions obligatoires :

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence du marché,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,

- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

12. Dispositions diverses

12.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

L'ordonnateur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception. En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

12.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

12.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

12.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations de services.

Pendant la durée du marché, il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le titulaire devra également disposer d'une assurance couvrant les risques liés aux cyber-attaques (cryptage, perte ou vol de données). Il s'engage à en maintenir la validité pendant toute la durée du marché et à en fournir un justificatif sur demande.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents administratifs que le titulaire.

12.5 Résiliation

Conformément à l'article 47 du CCAG-TIC, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 49, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 48.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 51.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

Préalablement à la résiliation les parties s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution du marché concerné.

12.6 Exécution aux frais et risques du Titulaire

En application du CCAG-TIC, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

13. Sécurité informatique

Les dispositions du cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 s'appliquent.

14. Différends

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du présent marché.

Fait, à le.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant habilité de l'entreprise